



i. Introduction

Depuis 2008 et après plus d'une décennie de forte croissance, le secteur de la microfinance au sein de la région UEMOA¹ a ralenti sa croissance en raison des effets indirects de la crise financière sur le ralentissement des activités de certaines catégories d'acteurs économiques ainsi que de la restructuration et consolidation des activités engagées par un certain nombre d'IMF. Cette stratégie de renforcement de l'existant impulsé par certains grands réseaux mutualistes courant 2007 semble s'être élargie à d'autres IMF de taille moyenne à petite, situation certainement accentuée par la crainte des effets néfastes qu'auraient pu engendrer la crise financière en 2008 sur l'économie régionale. De plus, le nouveau cadre réglementaire² qui a été ratifié et promulgué dans la plupart des Etats de l'Union pousse aussi à la restructuration du secteur notamment à travers la transformation/regroupement des petites entités isolées qui exercent souvent sans agrément.

L'étude détaillée des 39 IMF qui composent notre échantillon 2009 ainsi que de notre échantillon tendance 2007- 2009 (composé de 23 IMF) nous permettra de mesurer l'évolution des performances du secteur dans ce contexte. Afin de mieux comprendre le contexte dans lequel évolue le secteur, le MIX a collaboré avec le CGAP notamment pour présenter un éclairage sur les politiques nationales de microfinance ainsi que sur le développement de la banque à distance dans la région.

Tableau 1 : La microfinance en zone UEMOA en un clin d'œil (Tendances 2007-2009)

Zone UEMOA	2007	2008	2009	Evolution en %	
				07-08'	08-09'
Guichets	1,111	1,029	1,179	-7.4%	14.6%
Personnel	5,348	5,846	6,790	9.3%	16.1%
Nombre d'emprunteurs	679,583	696,675	720,479	2.5%	3.4%
Portefeuille de prêts (millions USD)	505	591	681	17.1%	15.2%
Portefeuille de prêts (millions de FCFA)	220,628	268,584	305,342	21.7%	13.7%
Epargnants	2,615,960	2,919,170	3,247,248	11.6%	11.2%
Epargne (millions USD)	500	535	661	7.0%	23.6%
Epargne (millions FCFA)	218,554	243,235	296,684	11.3%	22.0%
Total Actif (millions USD)	810	888	1,163	9.6%	31.1%
Total Actif (millions FCFA)	353,744	403,362	521,853	14.0%	29.4%
Rendement de l'actif	0.0%	2.0%	1.2%	↑	-41.9%
PAR 30	5.3%	5.3%	5.2%	1.1%	-2.1%
PAR 90	3.8%	2.8%	3.0%	-27.3%	9.0%
Taux de radiation	1.0%	1.4%	1.5%	38.8%	12.5%

NB: Les résultats (Total et médiane) sont issus de notre échantillon tendance 2007- 2009 composé de 23 IMF;
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

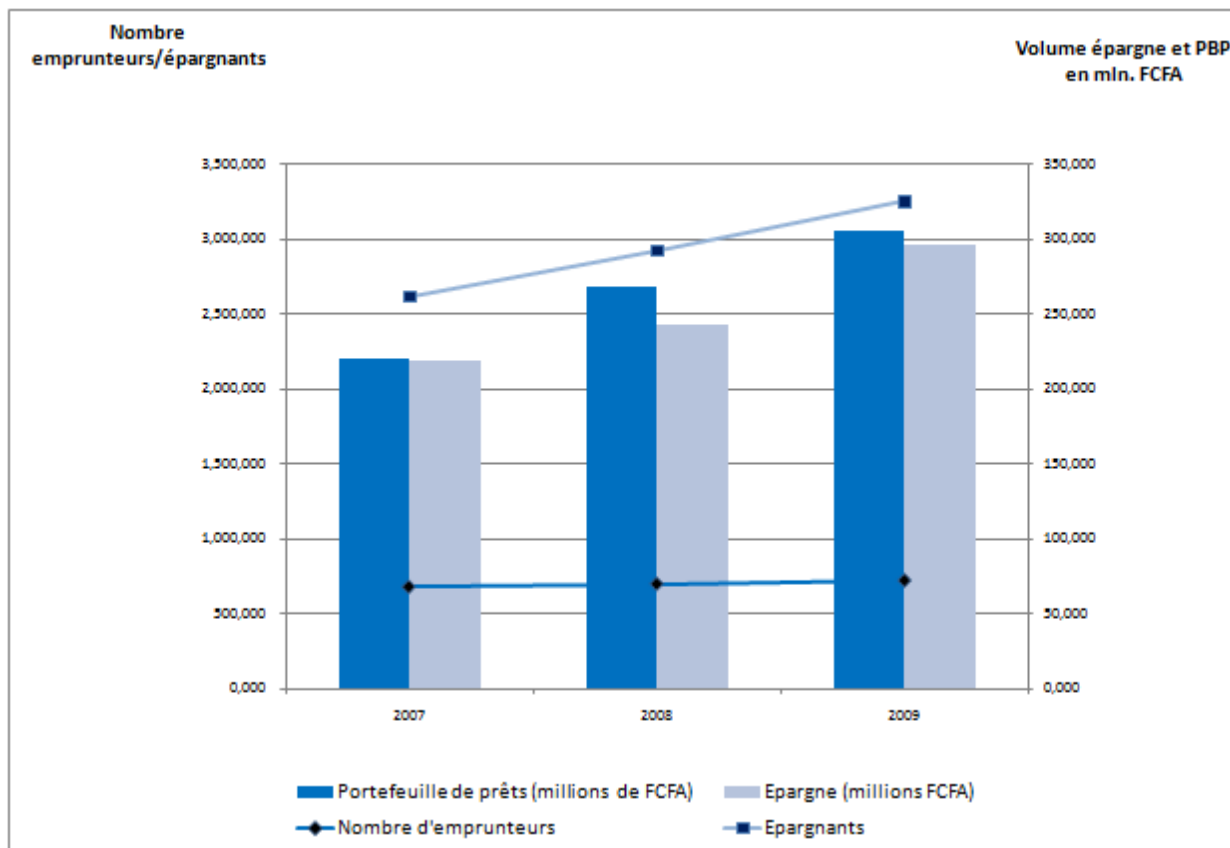
¹ L'UEMOA regroupe les pays suivants : Sénégal, Burkina Faso, Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Togo et Bénin.

² Pour davantage d'information sur le cadre réglementaire, merci de consulter notre rapport [2009 UEMOA Benchmarking et Analyse du Secteur de la Microfinance](#)

ii. Tendances globales du marché

1. Offre et évolution du marché (tendance 07-09)

Graphique 1 : Evolution 2007-2009 de la portée et des volumes d'épargne et de crédit



Les résultats sont les totaux de notre échantillon tendance 2007- 2009;

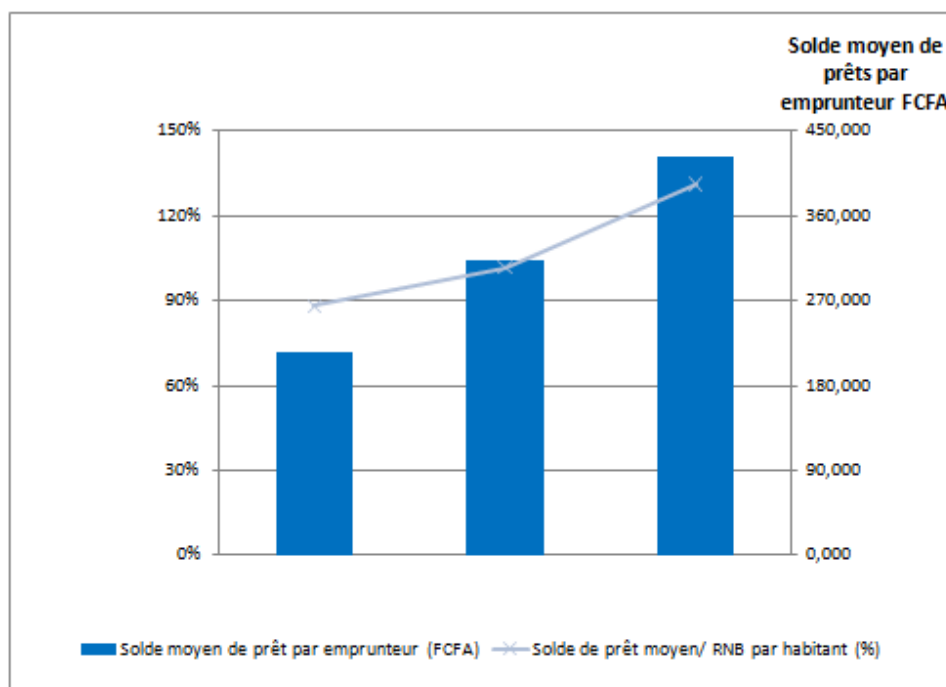
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

NB : Les évolutions 2007-2009 « volume » ont été effectuées en monnaie locale afin de prendre en compte les effets des taux de change (dollars/Franc CFA)

Activité crédit

La tendance d'une croissance toujours soutenue mais ralentie semble se confirmer au regard de l'évolution du volume de portefeuille de cet échantillon. La croissance passant de 21.7 pourcent entre 07-08 à 13.4 pourcent entre 2008-2009 (Graphique 1). Les IMF confirment cette stratégie de prudence consistant à renforcer leur portefeuille sain existant (fidélisation de la clientèle saine, les IMF continuent à limiter la croissance du nombre de prêts depuis deux ans (à peine +3 pourcent en 2008 et en 2009)) tout en continuant leurs efforts pour recouvrer les crédits en retard. Le renouvellement de crédit aux clients sains cumulé à la baisse d'octroi de nouveaux crédits à une clientèle plus risquée provoque une hausse du crédit moyen par emprunteur qui passe de 216 000 FCFA à 422 000 FCFA en seulement 2 ans (Graphique 2). Cette forte concentration de la clientèle cible des IMF vers le haut du marché, plus sûr, se fait au détriment des populations plus défavorisées même si certaines IMF lancent dorénavant de nouveaux produits pour « petites entreprises ». Ce constat se reflète également dans l'évolution du ratio solde moyen de prêt/ RNB par habitant qui croit fortement entre 2007 et 2009 de 88 pourcent à 131 pourcent.

Graphique 2 : Evolution 2007-2009 des soldes moyens de prêts



Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2007- 2009;
 Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

Activité épargne

La croissance régulière du nombre d'épargnants depuis deux ans (+12 pourcent en 2008 et + 11 pourcent en 2009) alliée à celle du montant moyen épargné (+10 pourcent en 2009) explique la croissance de plus de 20 pourcent du volume d'épargne collectée dans la zone en 2009.

Cette augmentation plus rapide du volume d'épargne collectée par rapport au volume de crédits octroyés, renforce le poids de l'épargne comme principale source de financement de l'actif (45 pourcent en médiane). Le montant total de l'épargne est maintenant proche de celui du portefeuille de prêts (97 pourcent) et est une ressource « bon marché » pour le financement des activités. L'étude détaillée de l'évolution de l'activité épargne dans la partie « Performance des IMF » permettra de mieux entrevoir ses caractéristiques par pays et par niveau de portée des IMF au sein des groupes de pairs « Pays » et « portée ».

2. Les stratégies nationales pour le développement du secteur de la microfinance

- *Une caractéristique de la région est la mise en place par chacun des pays d'une stratégie nationale de renforcement du secteur, visant à améliorer la coordination des différents acteurs. La plupart de ces stratégies en sont maintenant à leur deuxième génération et un bilan peut donc être dressé.*

En complément de la loi qui régit la microfinance dans l'UEMOA, tous les pays de l'Union se sont dotés d'une Stratégie Nationale pour le Secteur de la Microfinance (« SNMF »)³ permettant d'asseoir une stratégie de renforcement du secteur en coordonnant les actions des différents acteurs (IMF, association professionnelles, régulateurs et ministères, bailleurs de fonds).

Ces stratégies s'accompagnent d'un plan d'actions de mise en œuvre couvrant plusieurs années. Dans plusieurs cas, ces stratégies nationales et leurs plans d'actions ont été élaborés avec l'appui du Fonds d'Equipement des Nations Unies (FENU) et en sont à leur deuxième génération (cas du Mali et du Togo)

³ Les appellations peuvent différer d'un pays à l'autre, par exemple Plan Directeur en Guinée Bissau ou Lettre de Politique Sectorielle au Sénégal

tandis que d'autres n'ont pas encore pu entrer en phase d'exécution (Côte d'Ivoire) ou ont connu une longue période de latence (Bénin).

Plusieurs facteurs déterminent les conditions de mise en œuvre de ces stratégies et leurs résultats:

- La qualité du diagnostic initial du secteur
- Les mécanismes de financement mis en place
- L'engagement de bailleurs de fonds à financer les activités déclinées dans les plans d'actions est un des éléments déterminant sans lequel la mise en œuvre n'est pas possible, les ressources locales ne pouvant en effet couvrir qu'une partie limitée de ces plans d'actions souvent ambitieux.

Trois exemples de la zone permettent d'illustrer ces différents aspects qui recourent les enseignements tirés d'une analyse de 29 documents de politique générale et stratégies nationales de microfinance réalisée par le CGAP en 2007.

Au moment où au Sénégal l'on s'apprête à réaliser une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan d'actions de la Lettre de Politique Sectorielle de microfinance, le niveau de réalisation est jugé globalement satisfaisant par les instances nationales. En effet, la forte mobilisation des bailleurs de fonds autour de cette stratégie a permis, à ce stade, de mobiliser 86 pourcent du budget du plan d'action hors ligne de refinancement dont la mobilisation s'élève à 64 pourcent. L'évaluation à venir permettra d'apprécier les changements positifs durables induits par le financement de ce plan d'actions. Si le Sénégal a adopté une approche projets et programmes, chaque bailleur de fonds finance directement les activités qui s'inscrivent dans ses priorités sous la coordination de la Direction de la Microfinance.

Au Mali, un mécanisme de financement différent a été retenu. Deux Partenaires Techniques et Financiers (Coopération canadienne et Ambassade du Danemark) ont signé avec le Gouvernement un accord pour le financement de la mise en œuvre du plan d'actions de la SNMF sous la forme d'un panier commun appelé Mécanisme de Financement Commun (MFC). Fondé sur les principes de la déclaration de Paris, la maîtrise d'ouvrage de cet accord est assurée par les structures de l'Etat dont les activités sont intégrées aux programmations budgétaires nationales et selon les procédures nationales. Une première revue conjointe bailleurs de fonds-Gouvernement a mis en évidence la complexité des mécanismes institutionnels et de financement en place et le fait que les structures publiques ne disposent pas toujours des capacités, compétences et expériences pour réaliser les appuis techniques requis ou sélectionner les intervenants devant les réaliser.

L'évaluation de la mise en œuvre du plan d'actions de la SNMF du Burkina Faso a, entre autres, mis en évidence un autre aspect important qui concerne la faiblesse du diagnostic initial et recommande ainsi la nécessité de réaliser un diagnostic approfondi du secteur de la microfinance avant de déterminer le contenu d'une nouvelle phase du plan d'actions afin de « dégager et d'étayer une vision prospective et systémique, de même qu'un nouveau paradigme du secteur de la microfinance au Burkina Faso ».

Autant de leçons à partager entre les différents pays de l'UEMOA qui pourraient permettre d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de ces stratégies nationales de microfinance et leurs résultats et le renforcement des infrastructures du secteur.

3. Infrastructure du marché

- *Un programme de soutien à vocation régionale pour le renforcement du secteur*
- *L'émergence des produits de paiement électronique*

Un programme régional de renforcement du secteur : AFR 017

En vue de la consolidation du secteur de la microfinance dans la région UEMOA, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a élaboré en 2004 un Programme d'Appui à la Finance Décentralisée (PRAFIDE) appuyé par des partenaires dont le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, à travers un projet sous-régional dénommé **AFR/017** « Promotion de Secteurs Financiers Inclusifs dans la zone UEMOA ».

D'une durée de cinq années (2008-2012), ce projet sous-régional dispose d'un budget de 14 milliards de CFA et est exécuté conjointement par la BCEAO et Lux-Development. Ce projet qui travaille de manière transversale aux trois niveaux du secteur: IMF, structure de marché et institutionnel.

Cinq études ont été menées visant à contribuer à la professionnalisation du secteur de la microfinance et portant sur :

- ✓ Un guide méthodologique de contrôle interne pour les systèmes financiers décentralisés (IMF)
- ✓ Un guide méthodologique d'audit externe pour les IMF
- ✓ Un guide de transformation institutionnelle des IMF dans la zone UEMOA
- ✓ L'étude sur la pérennisation des Associations Professionnelles des IMF (AP/SFD)
- ✓ La mise en conformité des Systèmes d'Information de Gestion (SIG) des IMF avec les obligations comptables spécifiques au secteur. Le projet a développé une application informatique, appelée la Passerelle, libre de droits, qui permet de générer automatiquement les états comptables et le reporting non financier réglementaire à partir d'une quinzaine de SIG couramment utilisés dans la sous région.

Afin de mettre en application les conclusions de ces différentes études, une phase de diffusion des outils élaborés est enclenchée et a abouti jusqu'ici à :

- ✓ La vulgarisation du nouveau cadre juridique et du Nouveau Référentiel Comptable (NRC) auprès des Structures Ministérielles de Suivi (« SMS ») , des Structures Ministérielles de Promotion (« SMP ») et des Associations Professionnelles (« AP/SFD »)⁴.
- ✓ Dans le cadre du renforcement du contrôle interne, 15 agents de déploiement ont été recrutés pour former plus de 300 points focaux issus de 240 institutions de microfinance, au sein des IMF de l'UEMOA.
- ✓ Dans le cadre du renforcement de l'audit externe des IMF, 15 experts comptables agréés membres des ONECCAS (Ordres Nationaux des Experts Comptables Agréés) ont également été recrutés et formés. Ils auront la charge de former leurs collègues.

Par ailleurs, pour compléter le tableau des réalisations en cours, le projet a lancé deux études sur la mise en place d'un fonds de sécurité au sein des réseaux coopératifs de microfinance de l'UEMOA et le guide des sanctions. En outre, le projet s'atèle aussi à la mise en place d'une centrale des risques sous régionale afin de limiter l'octroi de prêts croisés.

L'émergence des produits de banques à distance

Grâce à une utilisation novatrice de la technologie, notamment la téléphonie mobile et des systèmes basés sur les cartes à puces, la banque à distance offre le potentiel d'accroître de manière considérable le nombre de personnes pouvant avoir accès à des services financiers formels. La banque à distance permet en outre de réduire le coût des prestations de services financiers et de fournir un accès pratique à une large gamme de produits financiers abordables pour les populations à faible revenu. Ainsi et en seulement trois ans (2007-2009), l'expérience Kenyane mondialement connue M-PESA, qui offre des services de transfert d'argent basés sur la téléphonie mobile, enregistre 9.5 millions de clients dans un pays où le nombre de comptes bancaires n'est que de 8.4 millions.

Au cours de l'année 2009, deux opérateurs de téléphonie mobile opérant dans la zone UEMOA, Orange et MTN, ont démarré le déploiement de services de banque à distance en commençant par la Côte d'Ivoire qui affiche un taux de pénétration de la téléphonie mobile de 63,3 pourcent, le plus élevé de la région⁵. Ce déploiement se poursuit en 2010 au Mali, Sénégal et Niger pour Orange, au Bénin pour MTN et une seconde offre est aussi disponible au Niger avec l'opérateur ZAIN et au Sénégal avec l'opérateur Tigo.

⁴ AP/SFD : Associations Professionnelles des SFD. Suite à l'étude sur la pérennisation des associations professionnelles des SFD, le projet AFR/017 s'est engagé à financer les plans d'actions prioritaires de celles-ci à hauteur de 36000 € par institution sur la période 2010-2012. En ce qui concerne les formations au NRC, le projet a financé depuis 2009 plusieurs formations en s'appuyant sur les AP/SFD, pour un total de 1200 formés.

⁵ Selon l'Union Internationale de la Télécommunication à fin 2009 : Le taux moyen pour la zone UEMOA se situait à fin 2009 à 38,66 pourcent.

A l'instar de M-PESA, Orange et MTN, via l'utilisation d'un porte-monnaie électronique ont dans un premier temps mis sur le marché une offre de services de banque à distance dénommée respectivement Orange Money et Mobile Money qui comprend le transfert d'argent domestique et le paiement de factures. Ainsi et après un lancement commercial en août 2009, Orange Money enregistrait 150 000 clients à fin décembre 2009 et depuis lors, ce nombre a été multiplié par 4. D'autres services devraient progressivement s'ajouter en partenariat avec des institutions de microfinance pour la collecte d'épargne et les déboursements et remboursements de crédits. Un premier pilote pour la collecte des remboursements de crédit est en cours avec une IMF ivoirienne à partir de l'utilisation de la plateforme Orange Money. Des transferts d'argent inter régional sont aussi envisagés.

La BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) a été l'un des premiers régulateurs à adopter une réglementation permettant l'émission de monnaie électronique par des opérateurs non bancaires⁶. C'est dans ce cadre réglementaire que les opérateurs de téléphonie mobile en partenariat avec une banque commerciale déploient actuellement leurs opérations de banque à distance.

Parallèlement, des opérateurs technologiques à visée régionale, tel qu'INOVA ou FERLO7, ont aussi développé leurs propres plateformes technologiques permettant via le téléphone mobile ou la carte à puce des opérations de banque à distance pour les institutions de microfinance.

Une étude récente du CGAP⁸ évalue les données de 18 fournisseurs de services bancaires à distance, y compris Orange et MTN en Côte d'Ivoire, en termes de portée et de coût des services de banque à distance. Cette étude démontre que ces services permettent d'atteindre une part significative de clients non bancarisés (sur un échantillon de 8 fournisseurs pionniers de services de banque à distance, 37 pourcent des clients actifs étaient préalablement non bancarisés) et pour un coût moyen des services inférieur de 19 pourcent au coût de services bancaires comparables.

La multiplication de l'offre de services de banque à distance soulève plusieurs questions d'ordre réglementaire qui touchent notamment aux questions de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, à la réglementation des agents non bancaires ou encore à l'équilibre à trouver entre les objectifs de protection des consommateurs et l'accès aux innovations⁹.

Ces questions ne sauraient cependant occulter le fait que les résultats obtenus jusqu'à présent par les opérations déployées laissent entrevoir de réelles et prometteuses perspectives dans le développement de l'accès aux services financiers dans la zone UEMOA pour les personnes non bancarisées et plus généralement les personnes à faible revenu.

4. Financement du secteur

- *Une croissance globale des engagements des bailleurs de fonds dans la région mais marquée par de fortes disparités nationales.*
- *Une part majoritaire des engagements est issue des bailleurs (82 pourcent) mais est en recul par rapport aux fonds issus des investisseurs*

L'enquête menée en 2009 par le CGAP sur les niveaux d'engagement des bailleurs et investisseurs et intitulée « CGAP Cross-Border Funding Survey 2010 » (Enquête 2010 sur les sources de financement transfrontaliers de la microfinance) décrit les niveaux de portefeuilles de microfinance des plus importants donateurs et investisseurs internationaux dans le monde. A partir de cette étude globale, il a été extrait les données concernant la zone UEMOA ; à cause d'un manque d'information au niveau pays, l'étude n'est en mesure d'identifier qu'environ 60% des financements transfrontaliers vers l'UEMOA¹⁰. Aussi et afin de pouvoir mesurer l'évolution de ces engagements, il a été choisi un échantillon uniforme de bailleurs ayant partagé leurs informations sur les 3 années 2007 à 2009.

⁶ Instruction N°01/2006/SP du 31 juillet 2006 relative à l'émission de monnaie électronique et aux établissements de monnaie électronique.

⁷ www.i-novagroup.com - www.ferlo-sncom

⁸ <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.9.47614/> Focus note n°66, Septembre 2010, "Branchless Banking 2010: Who's Served? At What Price? What's Next? Claudia McKay et Mark Pickens.

⁹ Des informations détaillées sur ces questions sont disponibles sur le lien suivant : <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.26.14108/> résultant des travaux du séminaire sur la banque à distance en Afrique francophone qui s'est tenu à Dakar (Sénégal) en juin 2010.

¹⁰ L'étude regroupe 61 bailleurs/investisseurs et 90 Mills, permet au niveau global de couvrir 85 à 95% des financements transfrontaliers. Les projets régionaux, ainsi que les financements des investisseurs individuels et institutionnels n'ont pas pu

A fin 2009, la région cumule un total d'engagements de 500 mln de dollars (tous bailleurs internationaux confondus). Notre échantillon tendance 2007-2009 cumule quant à lui 307 mln de dollars « d'engagement pays » suivants les critères expliqués ci-dessus.

NB : Il est important de faire le distinguo entre cette étude relative aux financements issus des bailleurs internationaux et destinés à l'ensemble du secteur de la microfinance (niveaux micro, méso et macro) et la partie « structure de financement des IMF » (plus bas) qui correspond à l'étude de la structure de financement des IMF et l'analyse des dettes tous bailleurs confondus.

Tableau 2: Evolution 2007-2009 du niveau d'engagements des bailleurs de Fonds par pays

	Fourchette d'engagement par pays (USD)			Classement Pays par niveau d'engagement		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009
Bénin	50 to 100	50 to 100	2 to 50 mln	2	2	4
Burkina Faso	2 to 50 mln	2 to 50 mln	2 to 50 mln	6	5	3
Côte d'Ivoire	2 to 50 mln	2 to 50 mln	2 to 50 mln	7	6	7
Mali	50 to 100	50 to 100	50 to 100	1	1	1
Niger	2 to 50 mln	2 to 50 mln	2 to 50 mln	5	4	5
Sénégal	2 to 50 mln	50 to 100	50 to 100	3	3	2
Togo	2 to 50 mln	2 to 50 mln	2 to 50 mln	4	7	6

Source Enquête 2010 sur les sources de financement transfrontalier de la microfinance, CGAP 2010

* La baisse notable des engagements enregistrés par le Bénin entre 2008 et 2009 s'explique par la fermeture de deux projets non renouvelés.

La majorité de ces fonds provient des bailleurs (agence bi et multi latérale, fondations et ONG) et ce à hauteur de 82 pourcent. En revanche, l'évolution montre une baisse de ces engagements en termes de part de marché par rapport aux investisseurs (IFD- Institutions de Financement du Développement). Cette tendance s'explique par un recul du montant de ces engagements « bailleurs », les engagements des investisseurs restant relativement stable en valeur absolue.

Deux pays cependant, le Sénégal et le Mali, voient leur niveau d'engagements « investisseurs » croître. Il est intéressant de croiser cette information avec le tableau 1 qui classe les pays de la zone par niveau d'engagement. En effet, ces deux pays sont aussi ceux qui reçoivent le plus de financement bénéficiant jusqu'ici de la plus grande confiance du marché. A l'inverse, le Togo et la Côte d'Ivoire ferment le classement.

En termes de bénéficiaires et d'utilisation de ces fonds, la plupart des financements sont accordés aux IMF à plus de 80 pourcent et sont destinés à près de 50 pourcent au renforcement des capacités (contre 12% seulement au niveau mondial). Le découpage du type d'instruments financiers utilisés pour octroyer ces financements est le suivant :

- 60 pourcent sont des subventions
- 31 pourcent sont des dettes
- 8 pourcent sont des garanties
- 1 pourcent sont des investissements en fonds propres

Le secteur est encore fortement subventionné au niveau des financements issus des bailleurs internationaux et les garanties jouent encore un rôle important dans la levée de fonds (8% du

être identifiés jusqu'au niveau des pays, et donc des sous régions. Un des plus importants programmes de soutien au secteur de la microfinance dans la région UEMOA, appelé AFR 017 (\$30 mln d'engagements), programme multi pays, n'est ainsi pas comptabilisé dans les financements identifiés pour la sous-region. Ainsi nous estimons que seulement 60% environ des financements transfrontaliers pour la microfinance en UEMOA sont identifiés dans cette étude.

portefeuille, à comparer à 5% pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et 4% au niveau mondial). Le faible taux d'investissement en fonds propres est du à la faible capacité du secteur de répondre à ce type d'investissements, par la nature même des institutions qui sont en grande majorité des IMF de types mutualistes et dont le capital n'est pas ouvert à des investisseurs autres que les membres.

Cette manne financière extérieure reste indispensable dans le contexte du marché actuel afin de permettre au secteur de développer ses capacités internes pour développer une offre de services financiers diversifiée et de qualité et financer sa croissance.

iii. Performances des IMF

1. Croissance

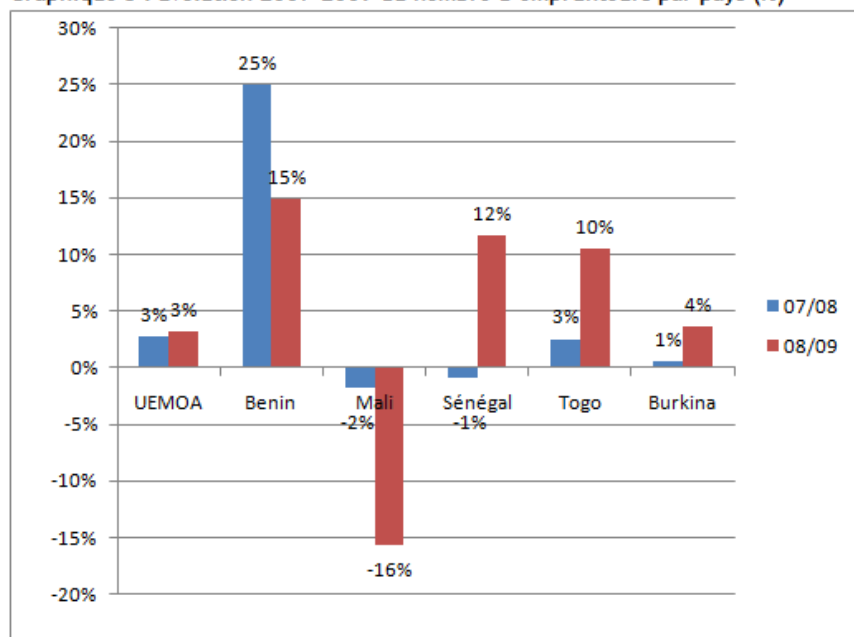
1.1 Le crédit

- *Une croissance moins soutenue de l'activité crédit entre 2007 et 2009 au sein de la région présente cependant des évolutions variées au sein des pays de l'Union.*
- *Etude « Genre » : un retour des femmes emprunteuses insuffisant pour compenser la baisse de ces dernières années*

Pour la plupart des pays de la région, le nombre d'emprunteurs a stagné en 2008 par rapport à 2007 (Graphique 3), relevant à ce niveau une certaine homogénéité de réaction face à la crise, à savoir une tendance à stopper le recrutement de nouveaux clients et à se concentrer sur l'activité de recouvrement (Sénégal, Togo, Mali, Burkina). Seul le Bénin connaît une forte augmentation due à une seule IMF qui a enregistré un fort développement de son portefeuille.

En 2009, la croissance du nombre d'emprunteurs qui a repris au Sénégal, Togo et Burkina Faso, alliée au fait que le Bénin continue à voir son nombre d'emprunteurs augmenter, vient largement compenser la baisse du nombre d'emprunteurs enregistré par le secteur malien entre 2008 et 2009. Cette baisse au Mali est due principalement à la restructuration de réseaux et aux difficultés rencontrées par certaines IMF maliennes « en crise » qui ont eu pour conséquence une baisse de levée de fonds auprès des banques locales.

Graphique 3 : Evolution 2007-2009 du nombre d'emprunteurs par pays (%)

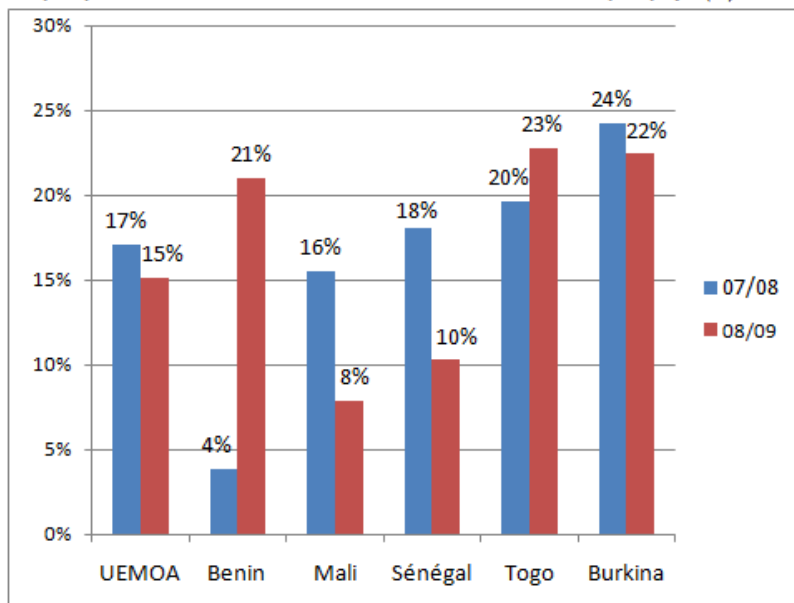


Alors que le Sénégal avec le Togo sont les pays qui enregistrent la plus forte

croissance en nombre d'emprunteurs, le Sénégal enregistre cependant une moins forte progression en terme de volume de portefeuille entre 2008 et 2009 (Graphique 4) en raison à la fois d'une dégradation entre janvier et juin 2009 du portefeuille crédit et d'une baisse de l'encours de crédit au niveau des grands réseaux. Cette situation est principalement la conséquence de la dégradation ponctuelle du portefeuille PME des IMF sur le premier trimestre 2009. Le secteur s'est toutefois repris au deuxième semestre renouant avec le développement de ses activités de crédit sur ce type de clientèle.

Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2007- 2009
 Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

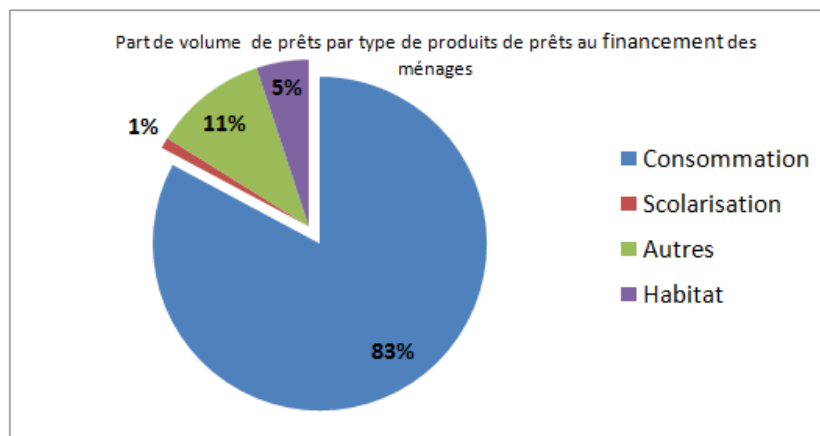
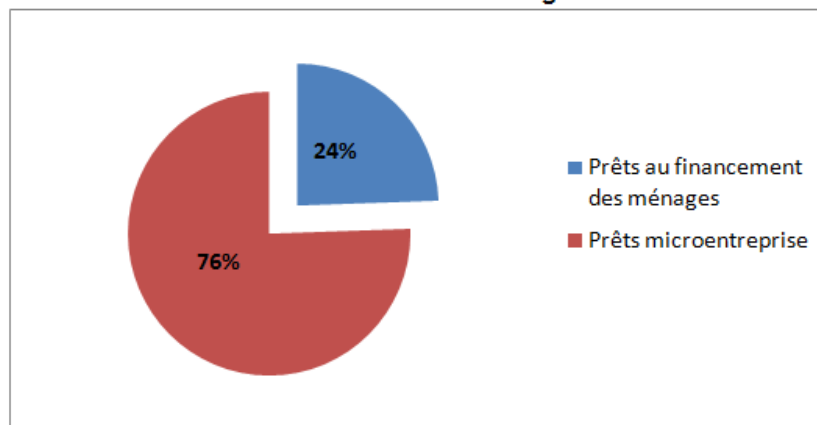
Graphique 4 : Evolution 2007-2009 du volume de crédits par pays (%)



Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2007- 2009;
 Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

Au niveau du type de produits offerts, 76 pourcent des volumes de prêts sont souscrits dans le cadre de prêts productifs (microentreprise) et 24 pourcent pour le financement des ménages. Parmi ces 24 pourcent de prêts aux ménages, 83 pourcent sont dédiés à la consommation (Graphique 5).

Graphique 5: Volume de prêts par type de produit Microentreprise / Financement des ménages



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

Dans la continuité de l'analyse 'Genre' initiée l'an passé dans le rapport UEMOA 2009, l'analyse suivante mesure l'évolution du nombre de femmes emprunteuses dans le groupe de pair « portée ».

Tableau 3 : Evolution 2007-2009 de la part des femmes au sein du groupe de pair « portée »

	UEMOA			IMF Grande			IMF Moyenne			IMF Petite		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
Nombre Emprunteur	679,583	696,675	720,479	483,416	501,112	521,198	177,279	173,845	176,166	18,888	21,718	23,115
Variation		17,092	23,804		17,696	20,086		-3,434	2,321		2,830	1,397
% de variation		2.50%	3.40%		3.70%	4.00%		-1.90%	1.30%		15.00%	6.40%
Nombre d'hommes	308,004	381,665	389,112	249,511	305,800	326,196	51,054	66,090	53,470	7,439	9,774	9,445
Variation		73,661	7,448		56,290	20,396		15,036	-12,620		2,335	-0,329
% de variation		23.90%	2.00%		22.60%	6.70%		29.50%	-19.10%		31.40%	-3.40%
Nombre de femmes	371,579	315,010	331,367	233,905	195,312	195,002	126,225	107,755	122,696	11,449	11,944	13,670
Variation		-56,569	16,356		-38,594	-0,310		-18,470	14,941		0,495	1,726
% de variation		-15.20%	5.20%		-16.50%	-0.20%		-14.60%	13.90%		4.30%	14.40%
% de femmes	54.70%	45.20%	46.00%	48.40%	39.00%	37.40%	71.20%	62.00%	69.60%	60.60%	55.00%	59.10%

Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2007- 2009; Caractéristiques groupes de pairs « portée » : IMF « petites » < 10 000 emprunteurs actifs, IMF « moyennes » entre 10 000 et 30 000 emprunteurs actifs et IMF « grandes » > 30 000 emprunteurs actifs
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

Concernant notre échantillon UEMOA, la baisse du nombre d'emprunteurs enregistrée en 2008 était due essentiellement à la baisse du nombre de femmes puisque le nombre d'hommes avait lui augmenté de près d'un quart. En 2009, le nombre d'hommes s'est stabilisé (+1,8 pourcent) alors que celui des femmes s'est apprécié de 5 pourcent. Ce retour des femmes en 2009 ne compense pour autant qu'en partie la forte baisse de 2008 (-55 725 contre +15 512 sur notre échantillon), correspondant à une perte nette de plus de 40 000 emprunteurs femmes sur trois ans. Alors qu'en 2007 les femmes étaient majoritaires au sein des IMF de notre échantillon pour la zone UEMOA (55 pourcent), elles étaient devenues minoritaires en 2008 (45,34 pourcent). L'année 2009 ne change pas fondamentalement la répartition entre les deux.

L'étude du groupe de pairs « portée » permet de mieux comprendre l'évolution de la répartition des femmes suivant les caractéristiques des IMF.

Au sein des IMF « Grande » (voir définition sous le Tableau 3), les femmes avaient vu une forte baisse de leur effectif (plus de 16 pourcent) pour représenter moins de 40 pourcent des emprunteurs. En 2009, leur nombre se stabilise alors que celui des hommes continue à augmenter (+6,7 pourcent), ce qui fait qu'elles représentent aujourd'hui à peine 37,4 pourcent des emprunteurs de ce groupe. Le retour des femmes est plus marqué pour les IMF de taille « Moyenne » puisque leur proportion est presque revenue à la hauteur de ce qu'elle était en 2007. Dans cette catégorie d'IMF constituée notamment d'IMF qui s'orientent fortement voire exclusivement pour certaines d'entre elles vers les femmes, la baisse significative du nombre d'hommes (-12 620) en 2009 est plus que contrebalancée par l'augmentation du nombre de femmes (14 941), les femmes représentant de nouveau autour de 70 pourcent des emprunteurs. L'évolution des femmes au sein des IMF « Petite » fait ressortir une augmentation (+6,9 pourcent) des femmes ramenant leur part relative proche de 60 pourcent. En 2009, le double mouvement de baisse du nombre d'hommes et l'augmentation du nombre de femmes parmi les emprunteurs a compensé le fait qu'en 2008 deux fois plus d'hommes que de femmes étaient venus gonfler les effectifs.

L'année 2009 montre que les femmes sont revenues en force dans les groupes d'IMF où elles étaient déjà majoritaires (Petite et Moyenne) en compensant en grande partie les fortes baisses de 2008. En revanche au sein des "Grandes" dans lesquelles elles étaient déjà minoritaires, si leur effectif s'est

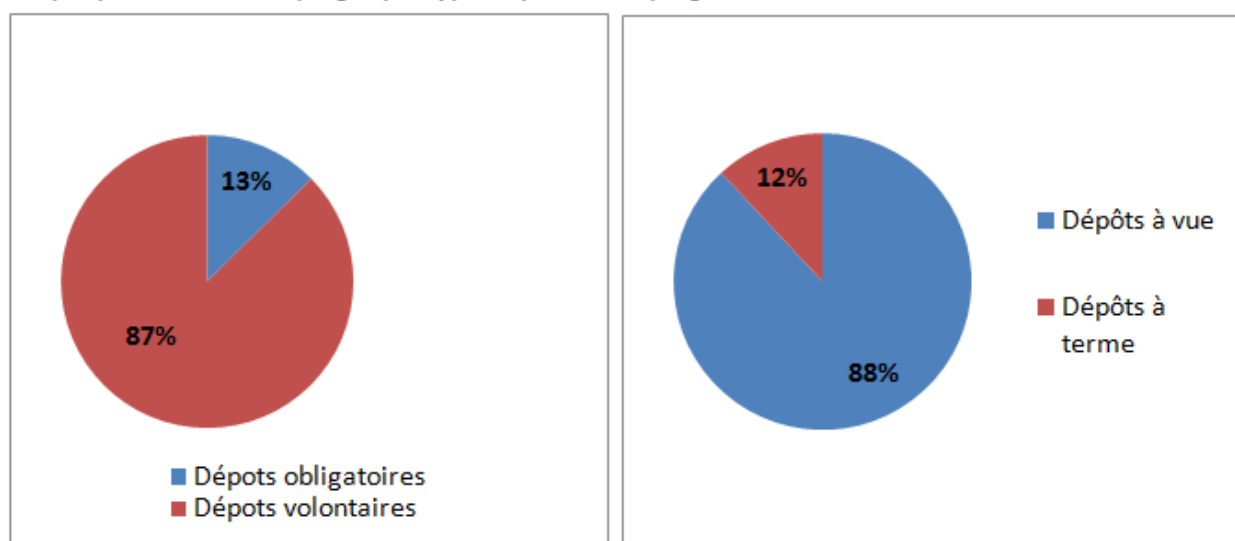
stabilisé, leur part a continué à diminuer compte tenu d'une offre produits peu adaptée à ce type de clientèle.

1.2 l'Épargne

- *Une stagnation de la croissance en nombre d'épargnants entre 2007 et 2009 mais un accroissement soutenu des volumes d'épargne collectée.*

Au niveau de l'activité épargne, on note une certaine homogénéité dans la croissance du volume d'épargne pour les pays de la région qui évoluent ces dernières années dans des proportions à peu près semblables (exception faites du Burkina Faso). L'épargne volontaire est largement majoritaire avec une part de 87% du total de l'épargne collectée (contre 13 pour l'épargne obligatoire). Cette même proportion se retrouve aussi dans le type d'épargne volontaire collectée dont 88% est issue des dépôts à vue contre seulement 12% de dépôts à terme, cette offre de produits étant plus limitée dans la région (Graphique 6).

Graphique 6: Volume d'épargne par type de produit d'épargne



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

Dans la plupart des pays l'augmentation du volume d'épargne est davantage le fait d'une augmentation du nombre d'épargnants que celui d'une augmentation forte du montant moyen déposé. Le tableau ci-dessous met en exergue que sur deux ans les montants moyens déposés sont stables.

Tableau 4 : Montant moyen d'épargne FCFA et par pays (tendances 2007-2009)

	2007	2008	2009	07-08	08-09
UEMOA	83 546	83 323	91 365	0%	10%
Bénin	47 705	53 491	50 710	12%	-5%
Mali	62 058	54 094	65 019	-13%	20%
Sénégal	132 227	126 379	130 459	-4%	3%
Togo	112 248	105 367	113 030	-6%	7%
Burkina	75 676	77 599	99 311	3%	28%

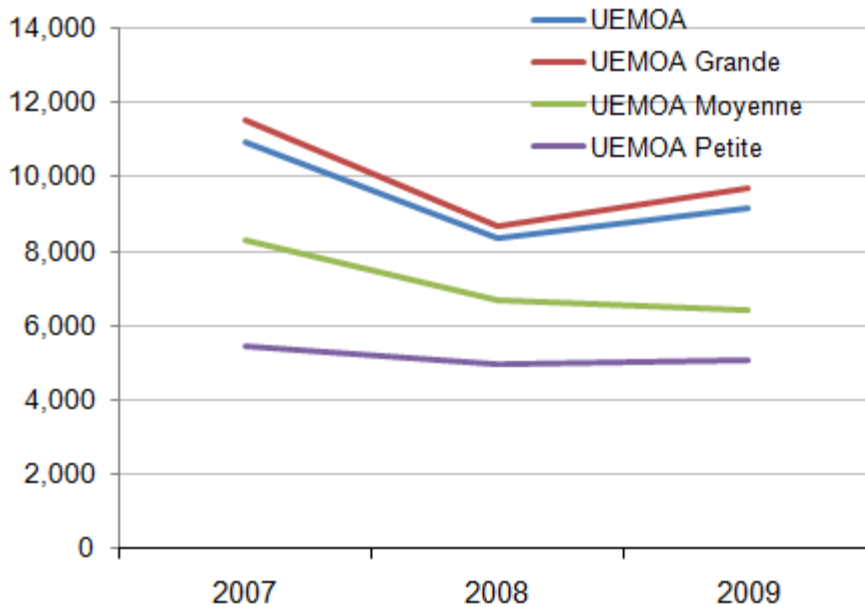
Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2007- 2009;

Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

Le Niger et la Cote d'Ivoire ne sont pas représentés de part la limitation du nombre d'IMF pour ces deux pays.

En revanche les variations et disparités sont plus significatives au niveau du groupe de pair « portée » et démontre une tendance intéressante. En effet la croissance du nombre d'épargnants est soutenue pour toutes les catégories d'IMF, mais elle est beaucoup plus forte au sein des petites (+46 pourcent) et des moyennes (+65 pourcent) qu'au sein des grandes (+18 pourcent). En revanche l'augmentation du volume d'épargne est relativement uniforme pour les 3 groupes et se situe autour de 30 pourcent. Cette double tendance explique les fortes disparités que l'on retrouve au niveau de l'évolution du montant moyen d'épargne déposé (Graphique 7).

Graphique 7 : Montant moyen déposé FCFA pour le groupe de pair « portée »



Le montant moyen de la zone UEMOA est en nette augmentation depuis deux ans et se rapproche d'un montant moyen 100K CFA.

Cette tendance concerne essentiellement les grandes IMF, et en particulier les grandes mutuelles

Plus l'IMF est grande, plus le montant moyen par épargnant est élevé.

*Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2007- 2009;
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks*

Les épargnants des grandes IMF épargnent deux fois plus en moyenne que ceux des petites ce qui est dû au fait que les grandes IMF sont capables d'attirer et de fidéliser de plus en plus les clients « haut de gamme », puisque le montant moyen est passé progressivement en médiane de 80 à 100 KCFA en deux ans.

En revanche les petites qui visent des clients avec une capacité d'épargne moindre, voient le montant moyen d'épargne par épargnant stagner autour de 50 KCFA.

Enfin les IMF de taille moyenne connaissent quant à eux une baisse significative du montant moyen déposé dû à la forte augmentation de leur nombre d'épargnants.

Ces disparités semblent traduire des stratégies différentes. Les grandes IMF ne voient plus la croissance du nombre d'épargnants comme l'axe principal de leur croissance alors que c'est toujours le cas pour les petites et les moyennes, qui doivent attirer un nombre sans cesse croissant d'épargnants pour à la fois se financer à moindre coût et tendre vers une taille critique permettant de réaliser des économies d'échelle. Les grandes IMF sont passées d'une croissance « quantitative » à une croissance plus « qualitative » en essayant de cibler des clientèles plus aisées (ce qu'illustre le montant moyen épargné en forte augmentation pour ce type d'IMF) source de meilleur profit et de performances financières accrues.

2. Performance financière

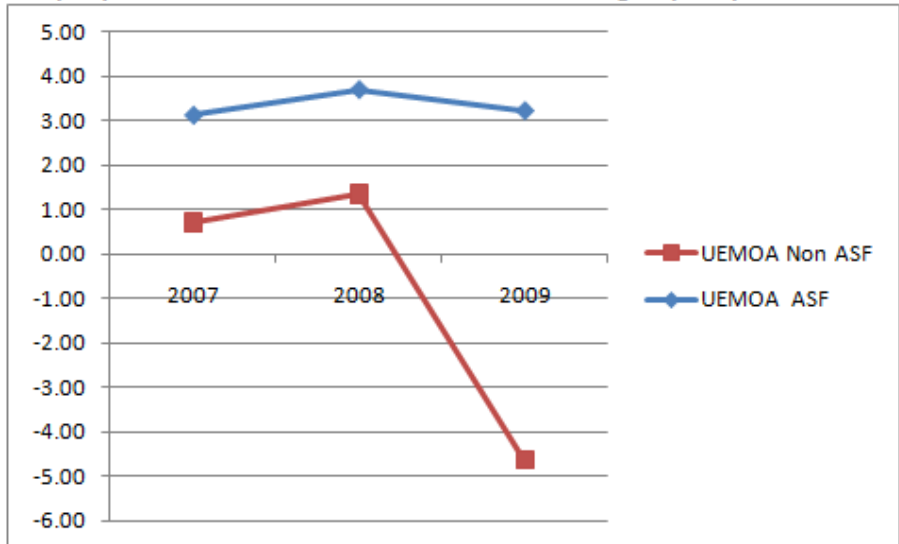
➤ Un secteur toujours à la limite de la rentabilité.

Après avoir connu une forte augmentation en 2008, le rendement de l'actif est revenu à des niveaux plus modestes passant de 2 pourcent à un niveau à peine supérieur à 1 pourcent.

Si les IMF de grande taille suivent une tendance proche de celle des IMF de la zone en médiane, en revanche les IMF moyennes présentent un rendement de l'actif négatif et les petites un rendement de l'actif relativement élevé pour la zone puisque supérieur à 3,5 pourcent.

Les IMF déjà non autosuffisantes financièrement (non ASF) ont vu leur rendement de l'actif se dégrader très fortement entre 2008 et 2009 alors que celles qui étaient autosuffisantes ont quant à elle bien résisté montrant une faible baisse de leur rentabilité en maintenant un rendement de l'actif supérieur à 3 (Graphique 8).

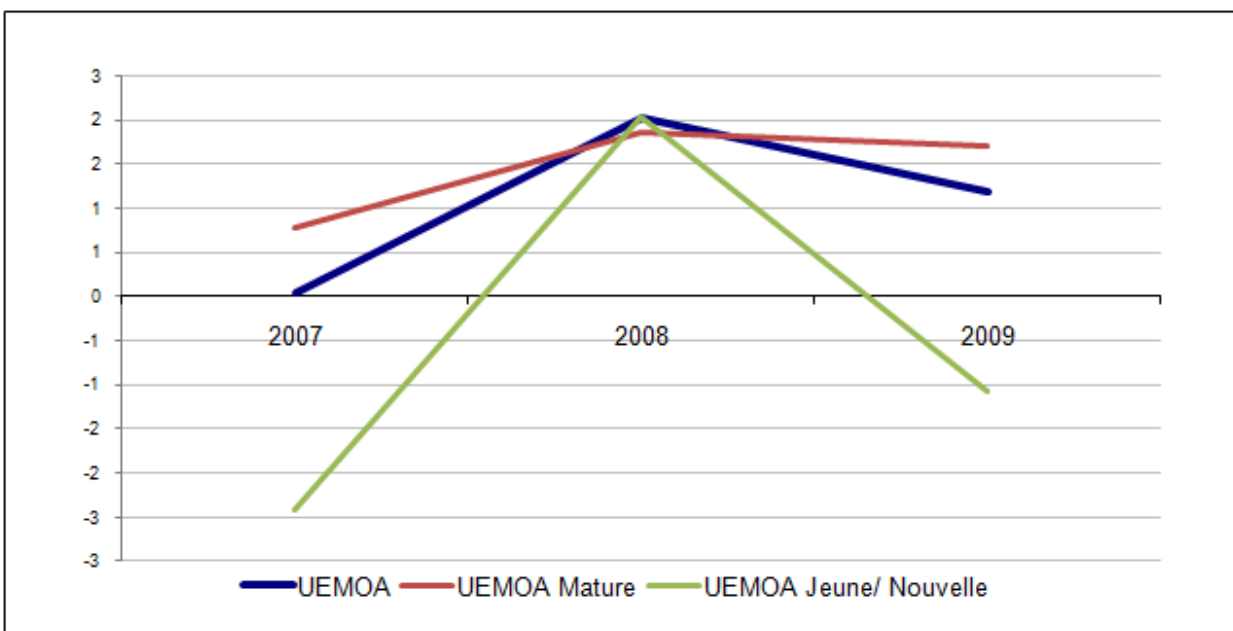
Graphique 8: Evolution du rendement de l'actif du groupe de pair



Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2007- 2009;
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

Le Graphique 9 montre aussi cette plus forte résilience qu'ont les IMF mature leur permettant de maîtriser leur rentabilité dans un contexte de ralentissement des activités.

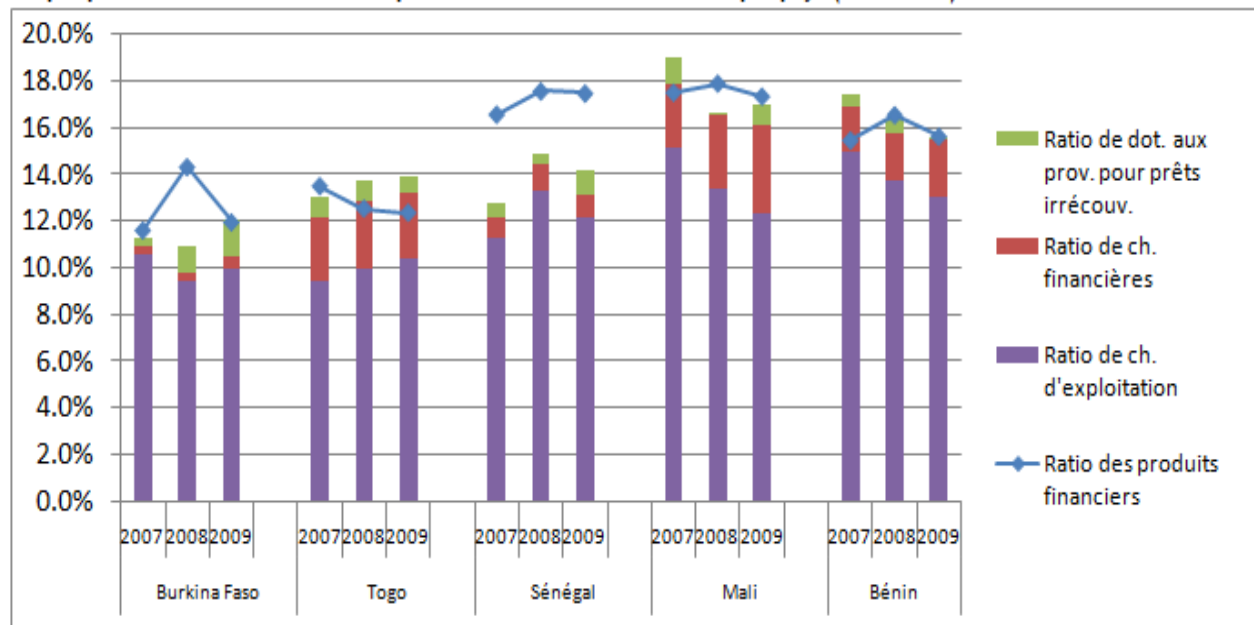
Graphique 9- Evolution du rendement de l'actif du groupe de pair « âge »



Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2007- 2009;
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

Au niveau de l'étude pays (Graphique 10), il est intéressant de noter la baisse générale du ratio des produits financiers de l'actif au sein de tous les pays de la zone expliquée principalement par l'augmentation constante des radiations de prêts non compensé par une croissance de volume de portefeuille (le PAR 30 reste relativement stable entre 2007 et 2009). Il existe aussi au niveau de ce ratio de produits financiers un fort écart entre deux groupes de pays le Mali, Sénégal et Bénin qui tourne entre 16 et 18 pourcent et le Togo, Burkina qui enregistre des taux compris entre 12 et 14 pourcent. Ces deux groupes se retrouvent aussi autour des mêmes caractéristiques au niveau des charges, le premier ayant des charges d'exploitation comprises entre 12 et 15 pourcent et le second autour de 10 pourcent. La caractéristique commune à ces deux groupes est que l'ensemble de ces marchés ont du mal à atteindre la rentabilité financière exception faite du Sénégal qui semble optimiser au mieux à la fois son niveau de charges et ses revenus financiers atteignant ainsi en médiane l'autosuffisance financière.

Graphique 10- Evolution de la décomposition du rendement de l'actif par pays (2007-2009)



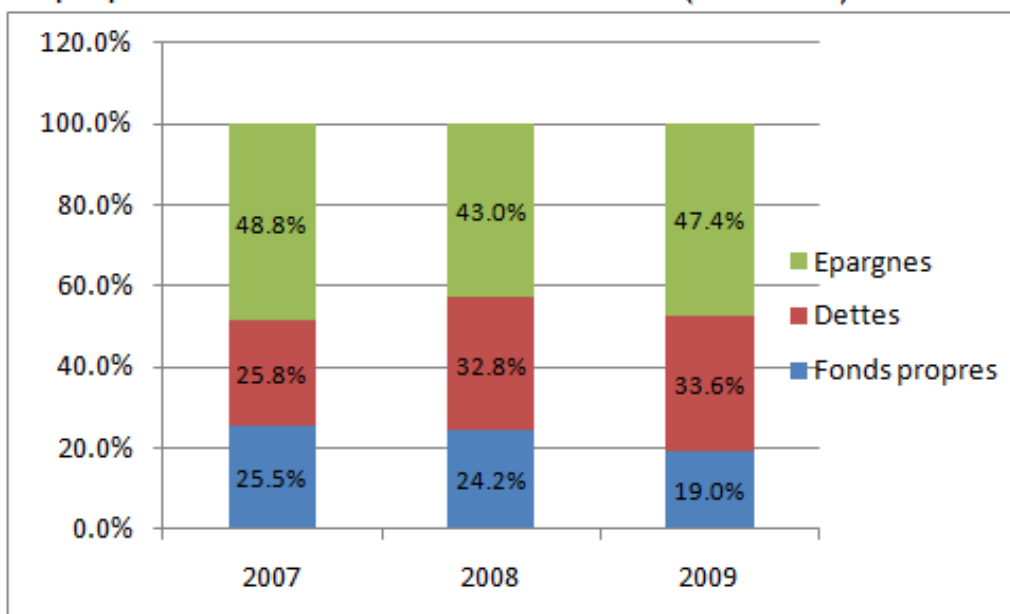
Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2007- 2009;
 Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

Les niveaux de charges financières restent relativement stables dans la région et trois pays se distinguent par leur capacité à lever davantage de fonds sous forme de dettes: le Mali, le Sénégal et le Bénin.

3. Structure de financement des IMF

De part le cadre réglementaire qui légifère le secteur de la microfinance et la maturité du secteur au sein de l'Union, les IMF financent majoritairement leurs activités avec l'épargne collectée auprès de la clientèle. Au niveau de la part de financement par la dette, on note une croissance continue de celle-ci démontant la plus forte capacité des IMF de la région à contracter des dettes, notamment dû à un accroissement de l'offre des banques locales.

Graphique 11- Evolution de la structure financière (2007-2009)



Les résultats sont issus des totaux de notre échantillon tendance 2007- 2009;
 Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

Comme l'a démontré l'étude du CGAP « CGAP Cross-Border Funding Survey 2010 » mentionnée précédemment, le Mali est le pays de l'UEMOA qui bénéficie de la plus importante part de financement pour l'ensemble du secteur de la Microfinance (au niveau micro, méso et macro). C'est aussi le secteur au sein duquel (sur un échantillon de 23 IMF ayant partagées le détail de leur dettes) les IMF lèvent le plus de fonds sous forme de dettes représentant 55 pourcent du total des fonds de ces IMF suivi par le Bénin (22 pourcent) et le Sénégal (17 pourcent). En revanche, la mise en parallèle avec le volume de portefeuille octroyé par le secteur démontre que le Sénégal fournit trois fois plus de volume de crédit que le Mali tout en bénéficiant de trois fois moins de ressources sous forme d'emprunts. Le Sénégal est aussi le pays qui collecte le plus d'épargne (42%) finançant ainsi une partie de ses activités à moindre coûts.

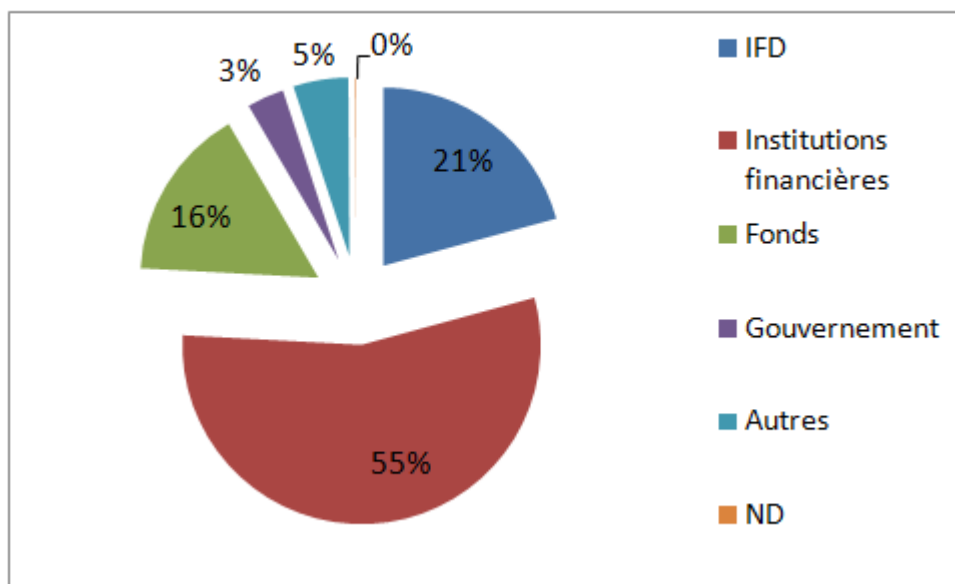
Au niveau des caractéristiques de ces dettes, il existe de fortes disparités en termes de taux d'intérêt et de durée au niveau des différents pays. Le Mali enregistre le plus faible taux moyen pondéré en raison d'une large part de financement accordé à certaines IMF à des taux largement subventionné (Tableau 5). Si l'on exclue le Mali de notre échantillon, le taux moyen pondéré dans la région est de 7.3 pourcent.

Tableau 5 : Taux moyen pondéré et durée moyenne des prêts par pays

	Taux moyen pondéré	Durée
Mali	2.2	47
Bénin	6	21
Burkina Faso	7.1	60
Sénégal	7.7	45
Togo	8.3	26
Niger	10.4	ND

Toujours en excluant la Mali de par sa part prépondérante de financement par des Fonds, Institutions financières financent à hauteur de 55 pourcent les IMF suivi par les IFD et les Fonds. (Graphique 12)

Graphique 12- Part de financement par type de financeur (2009)



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

IFD/État : bailleurs de fonds du développement tels que les institutions de financement du développement, les pouvoirs publics, les banques centrales, les organismes de développement bilatéraux et multilatéraux et les programmes axés sur le développement.

Institutions financières : banques commerciales, banques publiques et coopératives.

Fonds : tout type d'instrument de placement de microfinance (IPM) et fonds des ONG/fondations.

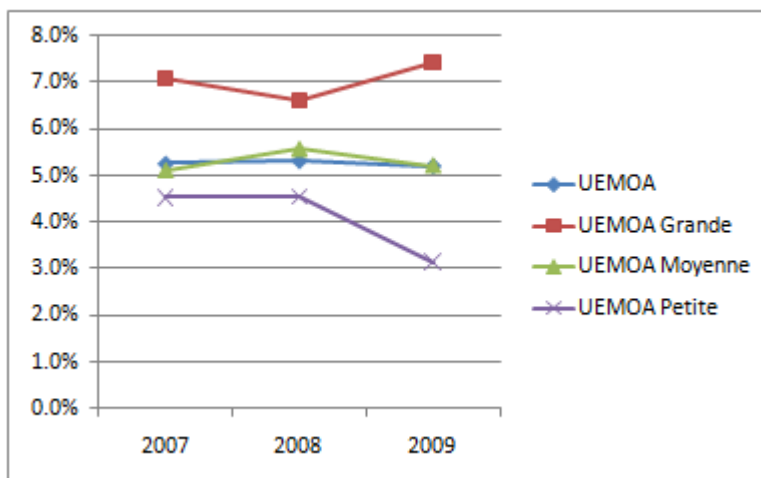
Autres : ONG, particuliers et entreprises privées.

4. Portefeuille à risque et taux de radiation

- **Stabilisation du PAR30 pour la zone UEMOA, qui couvre en réalité des disparités suivant la nature des groupes de pairs.**
- **Au sein de la zone UEMOA le taux de radiation des prêts croît progressivement depuis 2007**

Au sein de notre échantillon les IMF du groupe « Petite » ont une meilleure maîtrise de leur PAR 30 que les IMF du groupe de pair « Grande » qui rencontrent davantage de difficultés à maîtriser la qualité de leur portefeuille (en particulier sur leur portefeuille PME). On pourrait penser que ces IMF « Petites » (moins de 10 000 clients) sont aussi les IMF les plus jeunes (moins de 3 ans) ce qui expliquerait ce faible niveau de risque. Cependant, dans notre échantillon « Petite », 80 pourcent des IMF sont au contraire des IMF « mature » (+ de 10 ans). La maîtrise de la qualité du portefeuille semble s'expliquer ici davantage par l'expérience et la connaissance clientèle de ces IMF qui ont un petit nombre de caisses (entre 4 et 8 en médiane entre 2007 et 2008), sur une zone géographique réduite permettant ainsi un meilleur suivi et fidélisation de leurs clients. Cette fidélisation de la

Graphique 13- Evolution PAR30 du groupe de pair « portée »



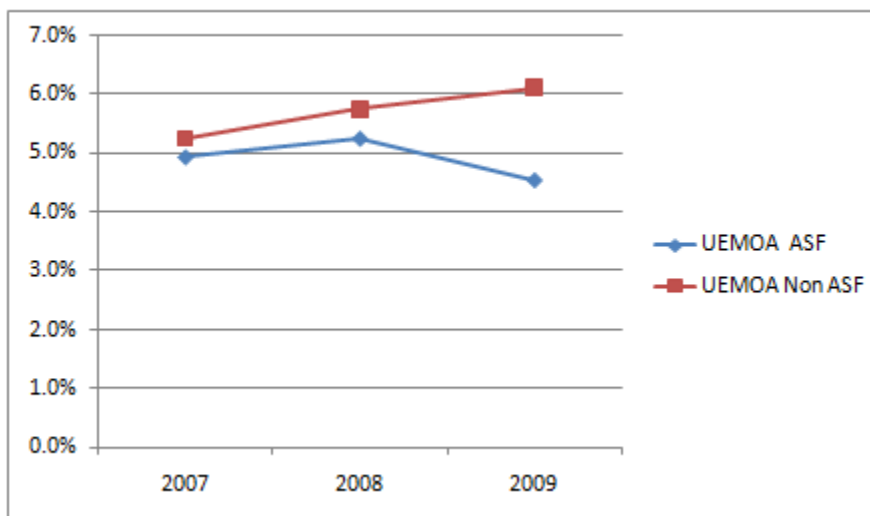
Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2007- 2009;
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

clientèle assure à la fois une connaissance des besoins, permettant d'adapter l'offre des produits et assoit une relation de confiance entre l'IMF et sa clientèle.

Ce constat est aussi visible au niveau de la radiation des prêts qui est, pour ce groupe de pairs « petite » parmi les plus bas niveaux du secteur et en baisse passant de 2.1 pourcent à 0.7 pourcent entre 2007 et 2009. En revanche pour les IMF « moyenne » et « grande », le taux de radiation de prêts a tendance à croître atteignant respectivement 1.1 et 1.9 pourcent contre 0,2 et 1,5 pourcent en 2007.

Sur les critères de rentabilité, l'analyse du PAR 30 des groupes de pairs « autosuffisance financière » révèle que les IMF autosuffisantes financièrement ont un PAR 30 en amélioration notable autour de 4,5 pourcent alors que celles qui ne sont pas financièrement autosuffisantes voit leur PAR30 se dégrader de manière constante depuis 2007 et tendre vers 6 pourcent.

Graphique 14- Evolution du PAR30 du groupe de pairs « autosuffisance financière »



Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2007- 2009;
Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2009 Benchmarks

Concernant la radiation des prêts, la tendance constatée plus haut au niveau des groupes de pairs « taille » est aussi visible ici. Les grandes et moyennes IMF assainissent davantage leur portefeuille que les petites montrant leurs plus grandes difficultés à recouvrer une partie de leur portefeuille dégradé.

Au niveau de l'étude pays, on note que certains pays ont connu des évolutions parallèles au niveau de l'évolution du PAR 30 et de celle de la radiation des prêts, comme le Sénégal et le Togo qui voient tous leur PAR30 se dégrader progressivement depuis 2007 pour tendre vers des niveaux élevés respectivement de 6 et 8 pourcent, au-dessus de la médiane régionale. Parallèlement, leur taux de radiation des prêts a aussi augmenté de manière continue.

Le Bénin de son côté connaît depuis 3 ans un PAR30 et un taux de radiation très élevés même si ce dernier est en baisse continue, tendance opposée à celle du Mali qui présente un PAR30 et un taux de radiation relativement faible et en baisse régulière depuis deux ans (de 4 à 1 pourcent entre 2008 et 2009). La mise sous administration provisoires d'un nombre grandissant d'IMF dans la région vient corroborer ces tendances de dégradation de portefeuille qui démontrent des problèmes de gestion de portefeuille et de gouvernance des IMF dont certaines présentent des fonds propres négatifs.

iv. Conclusion

Le secteur dans la région UEMOA continue sa croissance touchant un nombre toujours grandissant de clients. La restructuration engagée par un certains nombre d'IMF et les conséquences de l'application du nouveau cadre réglementaire devraient participer au renforcement du secteur lui permettant d'accroître sa rentabilité et d'étendre sa portée. De plus, le renforcement des associations professionnelles (APSPD), la formation de cabinets d'audit externe sur les travaux d'audits spécifique au secteur ainsi que la création à venir d'une centrale des risques devraient aussi participer à forger de meilleures bases favorisant une croissance assainie du secteur. Cependant, la mise sous administration provisoire d'un nombre grandissant d'IMF démontre la fragilité d'une partie du secteur. Ce problème est particulièrement sérieux au sein de l'Union dans la mesure où la plupart des IMF collectent l'épargne des clients et la liquidation de certaines d'entre elles pourrait signifier la perte de l'épargne des clients engendrant potentiellement une déstabilisation du secteur. Ceci met en avant le rôle prépondérant de la supervision dans l'évaluation de la gestion et de la gouvernance des IMF. Les dispositions concernant la supervision des IMF dans le cadre de la nouvelle réglementation qui impliquent la commission bancaire et la BCEAO devraient contribuer au renforcement des contrôles limitant ainsi les risques de faillites.

Charles Cordier
Analyste principal, Afrique francophone
MIX

*Le MIX souhaite aussi remercier le CGAP pour sa collaboration à la rédaction de ce rapport et particulièrement Corinne Riquet, représentante CGAP pour l'Afrique francophone.

Collecte et traitement des données

Pour les besoins du benchmarking, le MIX collecte et traite les données financières et de portée des IMF conformément aux standards internationaux de la microfinance tels qu'ils sont appliqués pour le *MicroBanking Bulletin*. Les données brutes sont collectées auprès des IMF, reformatées selon les normes de présentation IFRS (International Financial Reporting Standards) et vérifiées à l'aide des états financiers audités, des rapports de rating ou d'autres rapports d'évaluation et de contrôle disponibles. Les indicateurs de performance sont alors retraités en utilisant les standards du secteur en matière de retraitement afin d'éliminer les effets des subventions, des différences de politique de provisionnement des créances douteuses, et intégrer l'impact de l'inflation sur les performances de l'institution. Ce processus permet de comparer les performances entre les institutions.

Le MIX souhaite remercier les institutions ayant participées aux benchmarks du secteur.

		IMF participantes- Zone UEMOA
Benchmarks 2009 (39 IMF)	Bénin	<i>Alidé, FECECAM, PADME, Vital Finance, PAPME, CBDIBA/RENANCA, FINADEV</i>
	Burkina Faso	<i>GRAINE sarl, RCPB, CVECA BM, LSK, UCEC Sahel, URC BAM</i>
	Mali	<i>CVECA Kita/Bafoulabé, Kafo Jiginew, Kondo Jigima, Miselini, Nyèsigiso, Soro Yiriwaso, UCCEC GY, Jigiyaso Ba, RMCR</i>
	Niger	<i>MECREF, ASUSU CIIGABA</i>
Tendances 2007-2009 (23 IMF) <i>En Italique</i>	Sénégal	<i>ACEP Sénégal, CMS, DJOMEC, MEC FEPRODES, PAMECAS, U-IMCEC, Caurie SARL, Microcred</i>
	Côte d'Ivoire	<i>UNACOOPEC-CI, CFCC, RCMEC</i>
	Togo	<i>FUCEC, WAGES, MGPCCK Dekawowo, TIMPAC</i>

Groupe de pairs	Définition	Description
Rentabilité	UEMOA ASF (21 IMF)	IMF ayant une autosuffisance financière $\geq 100\%$
	UEMOA Non ASF (18 IMF)	IMF ayant une autosuffisance financière $< 100\%$
Portée	UEMOA petite (13 IMF)	Nombre d'emprunteurs $< 10,000$
	UEMOA moyenne (9 IMF)	Nombre d'emprunteurs $\geq 10,000$ et $\leq 30,000$
	UEMOA grande (17 IMF)	Nombre d'emprunteurs $> 30,000$
Région	Afrique UEMOA (39 IMF)	Pays représentés : Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Côte d'Ivoire
	Afrique sans UEMOA 111 IMF)	Pays représentés : Afrique du sud, Angola, Cameroun, Congo, Congo RDC, Ethiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Nigeria, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Uganda, Zambie

	Portée			Rentabilité	
	UEMOA Grande	UEMOA Moyenne	UEMOA Petite	UEMOA ASF	UEMOA non ASF
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES					
Nombre d'IMF	17	9	13	21	17
Age	18	9	12	13	12
Actif, Total	53,308,588	7,149,633	2,251,631	8,904,330	4,703,237
Bureaux	60	8	7	33	15
Effectifs du personnel	293	90	30	109	102
STRUCTURE DE FINANCEMENT					
Capital/ Actif	16.0%	19.8%	26.3%	23.1%	8.3%
Dettes sur fonds propres	4.26	2.49	0.99	3.33	0.99
Epargne sur encours de prêts	81.1%	50.4%	80.8%	56.9%	98.2%
Epargne sur actif total	52.1%	33.8%	47.4%	38.2%	60.0%
Encours de prêts sur actif total	65.3%	65.6%	53.9%	65.6%	60.5%
INDICATEURS DE PORTÉE					
Nombre d'emprunteurs actifs	41,570	15,418	2,047	17,154	9,927
Pourcentage d'emprunteurs femmes	39.0%	82.9%	42.1%	56.4%	51.6%
Nombre de prêts en cours	41,570	15,418	2,047	17,154	11,634
Encours brut de prêts	31,007,162	4,533,658	1,577,446	6,675,640	4,980,547
Solde moyen de prêt par emprunteur	1,032	264	296	838	853
Solde moyen de prêt par emprunteur/ PNB par habitant	134.9%	41.3%	35.0%	109.5%	86.7%
Solde de prêt moyen	1,032	264	296	803	848
Solde de prêt moyen/ PNB par habitant	134.9%	41.3%	35.0%	109.5%	86.3%
Nombre d'épargnants	118,828	27,830	10,331	31,739	29,655
Nombre de comptes d'épargne	118,828	27,830	10,331	31,743	29,655
Epargne	14,077,339	1,812,078	894,902	2,628,187	3,273,644
Montant moyen d'épargne par épargnant	173	63	111	125	136
Montant moyen d'épargne par épargnant / RNB par habitant	24.0%	9.0%	25.0%	19.0%	17.0%
Montant d'épargne moyen	163	58	111	113	136
Solde d'épargne moyen / RNB par habitant	22.0%	8.0%	25.0%	18.0%	16.0%
INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES					
RNB par habitant	765	765	542	641	765
Taux de croissance du PIB	3.5%	3.8%	3.5%	3.5%	3.7%
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	3.5%	3.5%	3.5%	3.5%	3.5%
Taux d'inflation	2.5%	2.5%	2.8%	2.5%	2.8%
Pénétration des circuits financiers	33.7%	28.6%	25.5%	25.5%	33.7%
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE					
Rendement de l'actif	0.8%	0.0%	0.0%	1.5%	-2.9%
Rendement des fonds propres	7.6%	0.0%	0.0%	4.5%	0.0%
Auto-suffisance opérationnelle	104.5%	102.2%	99.2%	113.4%	67.8%
Auto-suffisance financière	104.5%	102.2%	93.4%	113.4%	66.0%
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Ratio des produits financiers	16.8%	15.3%	10.3%	16.8%	12.5%
Marge bénéficiaire	4.6%	-22.1%	-7.0%	11.2%	-51.6%
Rendement nominal du portefeuille brut	20.7%	20.8%	21.5%	20.8%	18.8%
Rendement réel du portefeuille brut	17.6%	18.7%	17.0%	18.4%	17.0%
CHARGES D'EXPLOITATION					
Ratio de ch. totales	16.3%	16.4%	9.1%	14.2%	18.0%
Ratio de ch. financières	2.4%	1.2%	0.0%	1.5%	1.5%
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	1.1%	0.1%	0.4%	0.4%	1.0%
Ratio de ch. d'exploitation	12.5%	13.2%	8.1%	11.1%	13.1%
Ratio de ch. de personnel	5.6%	4.8%	3.1%	4.8%	5.1%
Ratio de ch. administratives	6.7%	7.1%	4.6%	6.1%	7.3%
Ratio de ch. d'ajustement	0.8%	0.4%	1.8%	1.6%	0.4%
EFFICIENCE					
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	19.5%	24.8%	19.0%	17.8%	28.7%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	8.5%	9.6%	6.7%	7.3%	12.0%
Salaire moyen/ PNB par habitant	11	6	3	9	7
Coût par emprunteur	166	41	62	105	156
Coût par prêt	166	41	54	103	146
PRODUCTIVITÉ					
Emprunteurs par effectif du personnel	93	191	70	115	60
Prêts par effectif du personnel	107	191	70	115	73
Emprunteurs par agent de crédit	399	464	197	391	316
Prêts par agent de crédit	399	464	212	391	316
Epargnants volontaires par effectif du personnel	352	344	256	342	289
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	461	344	256	352	307
Distribution du personnel	29.3%	38.5%	24.6%	32.1%	29.0%
RISQUES ET LIQUIDITÉ					
Portefeuille à risque > 30 jours	6.5%	3.2%	9.0%	4.5%	9.1%
Portefeuille à risque > 90 jours	4.1%	1.5%	3.1%	2.7%	5.0%
Taux de radiation de prêts	2.4%	0.4%	0.7%	1.3%	3.9%
Taux de pertes sur prêts	2.6%	0.3%	0.3%	1.2%	3.8%
Taux de couverture du risque	31.4%	24.7%	28.2%	24.7%	31.2%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	14.1%	8.6%	18.0%	10.9%	18.0%

	<i>Région</i>		<i>Age</i>		
	Afrique sans UEMOA	UEMOA	UEMOA Mature	UEMOA Jeune	UEMOA Nouvelle
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES					
Nombre d'IMF	111	39	29	4	6
Age	11	13	16	8	4
Actif, Total	7,589,160	8,279,195	8,904,330	1,546,800	5,651,516
Bureaux	12	20	34	23	6
Effectifs du personnel	122	105	120	62	63
STRUCTURE DE FINANCEMENT					
Capital/ Actif	24.2%	18.9%	18.0%	-1.1%	25.1%
Dettes sur fonds propres	2.43	2.31	2.23	-0.95	2.32
Epargne sur encours de prêts	56%	61.7%	80.8%	87.8%	50.6%
Epargne sur actif total	37.6%	44.7%	47.5%	38.0%	35.7%
Encours de prêts sur actif total	62.7%	64.0%	62.6%	55.5%	66.7%
INDICATEURS DE PORTÉE					
Nombre d'emprunteurs actifs	11,079	12,480	15,888	4,986	12,007
Pourcentage d'emprunteurs femmes	61%	51.6%	40.2%	38.8%	81.6%
Nombre de prêts en cours	11,478	15,418	15,888	4,986	12,007
Encours brut de prêts	4,533,658	5,483,375	5,864,740	5,080,818	4,382,308
Solde moyen de prêt par emprunteur	417	853	966	1,153	186
Solde moyen de prêt par emprunteur/ PNB par habitant	59.7%	99.0%	131.5%	225.2%	28.6%
Solde de prêt moyen	388	838	941	1,153	186
Solde de prêt moyen/ PNB par habitant	58.2%	92.4%	131.5%	225.2%	28.6%
Nombre d'épargnants	30,986	29,925	43,274	15,600	17,733
Nombre de comptes d'épargne	30,833	29,925	43,274	15,600	21,468
Epargne	2,818,472	3,143,445	3,290,371	1,518,994	1,840,328
Montant moyen d'épargne par épargnant	101	136	141	96	94
Montant moyen d'épargne par épargnant / RNB par habitant	15.0%	19.0%	23.0%	18.0%	13.0%
Montant d'épargne moyen	94	121	136	96	94
Solde d'épargne moyen / RNB par habitant	15.0%	18.0%	23.0%	0.0%	13.0%
INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES					
RNB par habitant	638.799	640.754	640.754	586.478	702.8905
Taux de croissance du PIB	3.8%	3.5%	3.7%	3.1%	2.5%
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	6.7%	3.5%	3.5%	3.5%	3.5%
Taux d'inflation	8.5%	2.5%	2.5%	3.4%	3.2%
Pénétration des circuits financiers	25.5%	28.6%	28.6%	0.0%	29.6%
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE					
Rendement de l'actif	-0.2%	0.0%	0.5%	-8.6%	-3.9%
Rendement des fonds propres	1.9%	2.7%	4.5%	32.5%	0.5%
Auto-suffisance opérationnelle	100.4%	102.3%	105.5%	74.1%	83.5%
Auto-suffisance financière	98.8%	102.2%	104.5%	0.0%	80.6%
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Ratio des produits financiers	22.0%	15.3%	14.7%	14.3%	17.8%
Marge bénéficiaire	-2.9%	0.0%	2.7%	-94.2%	-27.3%
Rendement nominal du portefeuille brut	30.3%	20.8%	20.7%	18.1%	27.2%
Rendement réel du portefeuille brut	21.8%	17.9%	17.5%	0.0%	23.2%
CHARGES D'EXPLOITATION					
Ratio de ch. totales	24.4%	14.8%	14.5%	22.9%	21.9%
Ratio de ch. financières	2.7%	1.5%	1.7%	5.8%	1.8%
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	1.3%	0.7%	0.7%	1.9%	1.0%
Ratio de ch. d'exploitation	18.1%	12.2%	11.7%	15.2%	17.8%
Ratio de ch. de personnel	8.4%	4.8%	4.8%	7.7%	8.2%
Ratio de ch. administratives	10.1%	6.6%	6.5%	7.5%	9.8%
Ratio de ch. d'ajustement	2.5%	0.8%	1.1%	0.0%	0.4%
EFFICIENCE					
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	30.3%	19.7%	19.5%	24.0%	25.2%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	13.8%	8.8%	8.8%	12.2%	10.9%
Salaire moyen/ PNB par habitant	9	8	8	10	8
Coût par emprunteur	137	110	131	245	47
Coût par prêt	132	105	131	0	47
PRODUCTIVITÉ					
Emprunteurs par effectif du personnel	93	93	93	60	145
Prêts par effectif du personnel	99	107	107	60	145

Emprunteurs par agent de crédit	234	350	353	189	416
Prêts par agent de crédit	248	350	353	189	416
Epargnants volontaires par effectif du personnel	255	341	342	206	252
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	261	344	344	206	284
Distribution du personnel	43.3%	31.8%	29.0%	0.0%	45.2%

RISQUES ET LIQUIDITÉ

Portefeuille à risque > 30 jours	5.8%	5.9%	6.5%	36.6%	11.0%
Portefeuille à risque > 90 jours	3.1%	3.1%	3.1%	26.4%	4.3%
Taux de radiation de prêts	1.3%	1.7%	1.8%	14.9%	2.3%
Taux de pertes sur prêts	0.8%	1.3%	1.3%	9.8%	2.3%
Taux de couverture du risque	56.8%	29.1%	29.1%	30.9%	26.3%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	17.0%	14.1%	11.0%	0.0%	17.4%